

nos concitoyens anglais pourraient aujourd'hui nous parler le même langage. S'ils nous laissaient, nous ne verrions autour de nous que l'espace et le vide. Où prendrions-nous des hommes pour les remplacer ? Il nous faudrait choisir parmi les avocats, les médecins et les notaires ; et combien en trouverions-nous qui le pussent ? combien en trouverions-nous qui le voulussent ? car l'apathie et le manque de confiance en ses propres forces sont pour beaucoup dans l'ombre où le canadien se drape avec tant de majesté.

Je voudrais savoir combien il y a d'ingénieurs canadiens-français dans la province de Québec. Je ne crains pas d'affirmer qu'il n'y en a pas deux sur dix. C'est pourtant une carrière que le canadien devrait embrasser, mais grâce à l'éducation qui lui a été inculquée dès son bas âge, la porte lui en est fermée. Le génie civil n'est réellement exploité ici qu'au point de vue de l'arpentage et de l'architecture. Il ne suffit pas pourtant de poser deux rails et de placer dessus un engin énorme, il faut encore quelqu'un pour faire marcher cet engin. Les deux ou trois ingénieurs canadiens que nous avons en Bas-Canada sont réputés très-habiles. N'est-il pas du devoir de l'administration d'ouvrir des écoles gratuites où le canadien pourrait se livrer à l'étude de cette branche ?

Ce qu'il faut aujourd'hui au pays, ce ne sont ni des avocats, ni des médecins, ni des notaires. Toutes les professions libérales sont encombrées ; un jeune homme n'y peut entrer sans se résigner à végéter pendant une dizaine d'années. Non, le pays a besoin d'hommes pratiques, de bras manufacturiers et agriculteurs. Et pour en arriver à trouver de ces hommes parmi les canadiens, il est une chose essentielle : l'éducation nationale, absolument comme on la possède aux Etats-Unis. Vous m'accuserez encore, peut-être, de voir tout en rose chez nos bons voisins, les Américains, dont l'amitié pour nous vient de se manifester clairement dans le message du président Grant, et de tout voir en

noir chez nous. Non, Messieurs, non, mais j'aime le bien où il existe, et j'abhorre le mal partout où il peut se trouver.

Je dis donc que nous devrions avoir une éducation nationale. Le gouvernement devrait établir des écoles élémentaires gratuites. (Je dis élémentaires pour les distinguer de nos grands collèges, et de nos petites écoles qui ne sont absolument rien.) De plus, le but de ces écoles étant de produire pour l'avenir une génération de travailleurs et de défricheurs, elles devraient être entièrement sous le contrôle d'hommes laïques. Que le clergé ait la direction de la haute éducation, des hautes sciences ; que le clergé soit chargé de l'enseignement du grec et du latin, qu'il ait enfin la haute main sur les collèges classiques, cela lui revient de plein droit.

Nous devons cependant regretter de voir les collèges classiques en aussi grand nombre. Si ces collèges ont pour but de produire des hommes savants, le nombre de ceux qui sont destinés à le devenir est si restreint que les hauts séminaires, tels que ceux de Québec, Montréal et St. Hyacinthe, suffisent amplement, eu égard à notre population. Quant aux autres collèges classiques qui pullulent dans presque toutes les campagnes, je regrette d'avoir à dire que c'est plutôt une plaie qu'un bien pour le pays. Ces collèges enseignant le latin et l'histoire à demi, ne donnant qu'une légère teinte de philosophie, manquent complètement leur but, puisqu'ils ne font pas de leurs élèves des savants. D'un autre côté, s'ils se proposent comme on l'affiche quelque part, de donner un cours commercial, ils errent encore, car en faisant étudier du grec, du latin et de la philosophie enseignés à demi, l'élève n'a le temps d'apprendre qu'à demi aussi les matières qui regardent le commerce. Dans l'un ou l'autre cas, et à quelques exceptions près, ces collèges ne produisent que des moitiés d'hommes, et n'ont pas leur raison d'exister.

Depuis quelques années, l'on semble avoir compris ce vice existant